

Un bilan d'échec du sommet de Durban sur le climat : toujours plus de « capitalisme vert » !

mercredi 21 décembre 2011, par [ANTENTAS Josep Maria](#), [VIVAS Esther](#) (Date de rédaction antérieure : 13 décembre 2011).

On va sauver les marchés et non le climat. C'est ainsi que nous pourrions résumer les constats sur la 17^e Conférence des Parties (COP17) de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (UNFCCC) qui s'est déroulée à Durban, en Afrique du Sud, du 28 novembre au 10 décembre. Il y a un contraste saisissant entre la réponse rapide que les gouvernements et les institutions internationales ont donné lors de l'éclatement de la crise économique et financière de 2007-08 en renflouant des banques privées avec de l'argent public et l'immobilisme dont ils font preuve face au changement climatique. Cela ne devrait pourtant pas nous surprendre, car dans un cas comme dans l'autre ce sont les mêmes marchés et leurs gouvernements complices qui sortent gagnants.

Au sommet de Durban, il y avait deux thèmes centraux : d'une part, l'avenir du Protocole de Kyoto qui prend fin en 2012 ainsi que la capacité de mettre en place des mécanismes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et, d'autre part, le lancement du Fonds vert pour le climat approuvé lors du précédent sommet de Cancun (Mexique) avec l'objectif théorique de soutenir les pays les plus pauvres face aux conséquences du changement climatique, cela au moyen de projets dits d'atténuation et d'adaptation.

Après Durban nous pouvons affirmer qu'une deuxième phase du Protocole de Kyoto est restée vide de contenu : on a reporté toute action réelle jusqu'en 2020 et on a refusé tout instrument contraignant de réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est ainsi que l'ont voulu les représentants des pays les plus polluants, à la tête desquels se trouvent les Etats-Unis, qui plaidaient en faveur d'un accord de réductions volontaires et qui se sont opposés à tout mécanisme contraignant. Le Protocole de Kyoto était déjà insuffisant et son application stricte n'aurait conduit qu'à un ralentissement infime du réchauffement global. Mais maintenant, nous sommes engagés sur une voie qui ne peut que péjorer la situation.

En ce qui concerne le Fonds vert pour le climat, dans un premier temps, les pays riches se sont engagés à contribuer à hauteur de 30 milliards de dollars en 2012 et 100 milliards par année jusqu'en 2020. De toute manière, ces sommes sont considérées comme insuffisantes. Mais la provenance de ces fonds publics n'a pas été déterminée. Dès lors, les portes sont grandes ouvertes aux investissements privés et à une gestion par la Banque mondiale. Comme l'ont déjà fait remarquer les organisations sociales, il s'agit là d'une stratégie pour « transformer le Fonds vert pour le climat en un Fonds patronal vorace ». Une fois de plus on prétend faire des profits avec le climat et avec la pollution environnementale [les banques d'investissement ont déjà mis au point toute une série d'instruments financiers pour intervenir sur ce qui est nommé le marché du carbone, des émissions, etc.].

Un autre exemple de cette marchandisation du climat a été l'aval donné par l'ONU au captage-

stockage du CO₂, en tant que mécanisme pour un développement dit propre, alors que cette procédure ne vise pas à réduire les émissions et contribuera à approfondir la crise environnementale, surtout dans des pays du Sud qui sont les candidats à devenir des futurs cimetières de CO₂.

Les résultats du Sommet entraînent par conséquent un accroissement du capitalisme vert. Comme le dénonçait le militant et intellectuel sud-africain Patrick Bond : « *La tendance à la marchandisation de la nature est devenue le point de vue philosophique dominant dans la gouvernance mondiale environnementale.* » A Durban, on a répété le scénario des sommets précédents, comme ceux de Cancun en 2010 et de Copenhague en 2009, où les intérêts des grandes transnationales, des institutions financières internationales et des élites du monde financier, aussi bien du Nord que du Sud, ont la priorité sur les nécessités collectives des peuples et sur l'avenir de la planète.

A Durban, notre avenir était en jeu, mais aussi notre présent. Les ravages du changement climatique font déjà sentir leurs effets, dont la libération de millions de tonnes de méthane de l'Arctique, un gaz 20 fois plus puissant que le CO₂ du point de vue du réchauffement atmosphérique, et la fonte des glaciers ainsi que des calottes glaciaires qui élève le niveau de la mer. Ces effets augmentent déjà l'ampleur des migrations forcées. Si en 1995 il y avait environ 25 millions de migrants climatiques, ce chiffre a doublé aujourd'hui, avec 50 millions. En 2050, ce nombre pourrait se situer entre 200 millions et 1 milliard de personnes déplacées.

Tous les indicateurs montrent que nous allons vers un réchauffement global incontrôlé supérieur à 2°, et qui pourrait atteindre environ 4° à la fin du siècle, ce qui déclenchera très probablement, selon les scientifiques, des impacts ingérables, comme une montée très importante du niveau de la mer. Nous ne pouvons pas attendre l'année 2020 pour commencer à prendre des mesures concrètes.

Mais face au manque de volonté politique pour juguler le changement climatique, les résistances ne tarissent pourtant pas. Parallèlement au mouvement Occupy Wall Street et à la vague d'indignation qui parcourt l'Europe et le monde, nombre d'activistes et de mouvements sociaux se sont rencontrés quotidiennement dans un forum à quelques mètres du centre où se tenait la conférence officielle. Ils ont placé leur initiative sous le titre « Occupy COP17 ». Ce point de rencontre a rassemblé nombre de participants allant des paysannes qui luttent pour leurs droits jusqu'aux représentants de petits Etats insulaires comme les Seychelles, Grenade ou la République de Nauru (Océanie-Micronésie) qui sont menacés par une montée imminente du niveau de la mer, en passant par des militant·e·s contre la dette extérieure qui réclament la reconnaissance ainsi que la restitution par le Nord d'une dette écologique au Sud.

Le mouvement pour la Justice climatique montre la nécessité de privilégier nos vies et la planète par rapport à la marchandisation de la nature et des biens communs. Le capitalisme et ses élites se montrent incapables de fournir une réponse d'ensemble à la crise socio-climatique à laquelle nous a conduit la logique productiviste et prédatrice du système. Si nous ne voulons pas l'exacerbation de cette crise climatique, avec toutes ses conséquences, il faut changer ce système à la racine. Le militant écologiste reconnu Nnimmo Bassey l'a dit très clairement : « *Le sommet a amplifié l'apartheid climatique, où le 1% le plus riche du monde a décidé qu'il était acceptable de sacrifier le 99% restant.* »

Josep Maria Antentas et Esther Vivas

P.-S.

* Article publié par Público le 13/12/2011 et reproduit dans sa version originale en espagnol sur le site de Viento Sur :

<http://www.vientosur.info/articulosweb/noticia/index.php?x=4662>

* Traduction A l'Encontre.

* Josep Maria Antentas, professeur de sociologie de l'Université Autonome de Barcelone, et Esther Vivas est membre du Centre d'Etudes sur les Mouvements sociaux de l'Université Pompeu Fabra.

+ +info : <http://esthervivas.wordpress.com>